

LA TRANSFORMATION DE L'ESPACE POLITIQUE ET LA SOUVERAINETÉ DU QUÉBEC

Gilles Gagné

(Repris en partie dans les paragraphes numérotés 4, 5, 6, 7, 8 et 9, «Essai sur la situation politique du Québec», *Société*, # 27, automne 2007, p. 141-169.)

La mémoire n'est pas un projet L'usure d'un discours La nouvelle donne du domaine politique

Les idéaux de liberté politique, d'autonomie et de responsabilité collective qui s'expriment dans la société québécoise avec une force et une constance qui ne se démentent pas sont la traduction dans notre actualité d'orientations normatives et de visées politiques qui se sont formés au fil de l'histoire, dans des temps et des lieux qui nous sont maintenant partiellement étrangers. Ce sont cependant ces orientations de longue portée qui conditionnent l'existence même de cette « société québécoise » dont nous faisons journellement l'expérience en tant que cadre de référence de notre action et en tant que communauté politique définissable par sa place dans le monde politique plus large où elle a son « identité » et sa réalité particulière. Les aspirations, les luttes, les évènements et les hasards qui ont fait le Québec dans le passé se sont déposés dans sa réalité actuelle et il n'est nullement besoin de connaître le détail de cette histoire ou de se projeter dans le passé par le travail de l'identification imaginaire pour sentir l'exigence de responsabilité collective qui nous a précédés et qui donne sens aux oppositions qui structurent aujourd'hui le débat public. Les contingences historiques qui ont mené à la formation de la société québécoise se sont sédimentées dans les institutions publiques, elles se sont fixées dans les orientations générales de la culture politique et elles vivent en silence, mais puissamment, dans le sentiment commun d'être imputables de l'avenir de cette société. Déployées maintenant par l'éducation en des « habitudes du cœur » qui informent le regard que les jeunes posent sur le monde dont nous dépendons, ces contingences historiques ont une effectivité quotidienne qui précèdent et orientent l'interprétation que l'on peut en faire, une effectivité qui est aussi pour cette raison le lieu même où la liberté collective doit s'exprimer pour préserver les libertés subjectives qui vivent en elles au présent.

On a beaucoup répété ces derniers temps que toute forme de vie collective qui se déploie dans l'histoire ne peut se maintenir et se développer qu'en persévérant dans son sens. Il y a quelque chose de profond dans cette thèse. Cependant, en plaçant alors trop solidement le sens de tout idéal de solidarité sous la garde de la « mémoire », on a exagéré dans cette affaire le rôle des intellectuels et on a confondu l'effort de connaissance des historiens avec la réalité plus générale et plus diffuse de la pratique sociale et historique concrète. L'effort de réflexion

systematique et de connaissance objective des savants n'est jamais qu'un moment de l'activité pratique, n'est jamais qu'une forme spécialisée de la réflexion politique à laquelle tout citoyen doit régulièrement s'adonner. La connaissance historique, par exemple, en tant que débat méthodique qui veut jeter des lumières nouvelles sur le passé, n'a de compte à rendre qu'aux exigences de synthèse et de compréhension élargie qui définissent toute connaissance « savante » (que dit communément « objective ») et elle ne peut, sur cette base, avoir d'influence sur les débats de société que si ces derniers sont, quant à eux, ouverts à tous les groupes de la société et solidement ancrés dans le réel.

Or, dans la réalité quotidienne, l'histoire d'une société est d'abord la réalité en acte d'une forme de solidarité qui veut avoir un avenir et une telle histoire ne saurait être enfermée dans une « mémoire » ou dans une fidélité purement rhétorique. Les réserves de « sens » d'une tradition politique ne sont jamais mieux préservées et développées que par les « significations » nouvelles qui se saisissent d'elles dans la pratique pour les enrichir ou qui, dans l'autre direction, prennent appui sur ce qui s'est réalisé dans le passé pour faire mieux voir ce qui est maintenant « possible ».

Toujours dans la ligne de ce « retour de la mémoire », on a soutenu de plus que le renoncement au passé qui a ouvert sa voie à la formation de la société québécoise avait été mal inspiré dans sa critique du Canada français et que le « saccage de la mémoire » de ces dernières années avait peut-être tarit les sources du désir d'indépendance. Le problème, évidemment, c'est que le tournant historique et social qui a sorti le Québec du Canada français ne peut pas être rejoué une seconde fois d'une manière plus équilibrée, la « rupture » faisant maintenant elle-même partie de notre réalité. L'espèce d'émigration massive qui a laissé derrière elle les institutions du Canada français en vue de créer une société plus ouverte et plus à même de se tourner vers l'avenir est devenue la condition de fonctionnement de l'espace politique qui a ainsi été mis en place et le projet de solidarité qui a institué la société québécoise au tournant des années 1960 est désormais le meilleur résumé que nous ayons de ce que le Québec a hérité de son histoire.

L'usure d'un discours

De ce point de vue, il serait particulièrement mal avisé d'engager à nouveau le Québec sur la voie de l'indépendance en orientant trop exclusivement la bataille contre un monde politique que la société québécoise a déjà dépassé dans les faits : le partage des compétences, les accords administratifs rentables, « notre butin à Ottawa », les empiètements du fédéral, les commandites et les autres plans B, les injustices du passé, la bataille pour reconnaissance du « fait » français, le déséquilibre fiscal, le mépris du National Post, les incitations à la partition, le chantage haineux et les love-in financés par le grand capital, la reprise canadienne de l'*Indirect Rule* britannique, la petite loterie des parvenus, les bourses du millénaire, les subventions aux municipalités qui visent à graisser les « villes-globales » (dûment supra-nationales), le rapatriement illégitime de la constitution, la tour de la Cour suprême qui penche toujours contre la loi 101, la feuille d'érable, le castor, les chèques de pensions, les Rocheuses, Jean

Chrétien, les boîtes de Corn Flakes bilingues, l'Ô Canada et même l'ethnonyme « Canadien », tout cela ressemble de plus en plus aux mots creux d'une chicane de clôtures dont on a oublié le motif. Pour les millions de citoyens qui n'étaient pas de la partie en 1980 ou en 1995, les raisons de faire l'indépendance ne s'énoncent que partiellement dans l'idiome négatif de la « libération nationale », et cela parce qu'ils prennent à juste titre le Québec pour un fait acquis et surtout parce qu'ils regardent vers des dimensions nouvelles de la vie politiques que le « dialogue canadien » issu du passé doit embrouiller pour survivre.

Toute chose importante qui tombe aujourd'hui dans le paradigme du « fédéral/provincial » et des chicanes de compétences semble en effet destinée à y perdre son sens au profit de la reproduction de rivalités qui font vivre des professionnels de la politique privés de toute vision. Dans le marais fédéral-provincial, on ne sonne pas l'alerte de la pollution, on se demande qui payera pour Kyoto; on ne se demande pas pourquoi il faudrait faire partie du bouclier américain de la terreur globale, on se demande dans quelles provinces se trouvent les industries qui perdront des emplois si le Canada décline l'invitation; on ne félicite pas le Canada de copier le régime québécois de garderies publiques, on se dispute pour savoir si le Québec doit affamer les siennes pour être financé comme les autres; on ne se demande pas sérieusement s'il est vraiment nécessaire de changer les lois de la filiation, on espère simplement que la loi provinciale autorisant des femmes à être les co-mères d'un enfant mettra le parlement fédéral dans l'eau chaude sur la question des co-pères; et au lieu de chercher les moyens d'échapper au chantage fiscal du grand capital, on se surveille du coin de l'œil pour savoir quel « niveau » de gouvernement saisira les dollars fiscaux relâchés par l'autre (afin de les transférer lui-même aux multinationales). En toute chose, la lutte « fédérale-provinciale » est devenue d'un ennui mortel et le « système » du partage des pouvoirs ne sert plus qu'à favoriser le développement, à tous les niveaux, de l'irresponsabilité politique. Aux dernières nouvelles, on se disputait la loyauté des grandes villes pour en faire des relais extraterritoriaux de la globalisation, on s'arrachait la servilité des universités pour en faire des entreprises commerciales et les mettre au service des organisations privées, et les cours répétaient pour la nième fois que l'État est l'ennemi de la liberté individuelle et que seul le transfert de ce droit humain au grand capital de la santé était en mesure d'en assurer la protection. Et comme d'habitude dans le paradigme fédéral-provincial, tout le monde s'entendait pour faire l'économie de toute réflexion sur le fond de ces questions, la routine des luttes autour du pouvoir de dépenser d'Ottawa et la rhétorique de la défense des intérêts « provinciaux » faisant office de pensée politique pour de petits clans formés autour de petits « chefs » (comme il s'en trouve plusieurs dans les rangs des libéraux provinciaux). Dans ces conditions, proposer de faire l'indépendance pour libérer le parlement de Québec de celui d'Ottawa reviendrait à faire de ce projet politique l'aboutissement d'un jeu à somme nulle joué entre des idiots. L'indépendance du Québec ne peut plus être le simple terminus des luttes « d'émancipation nationale »; il ne sera pas suffisant d'en faire le grand soir de la mise à mort de la « tutelle ottawaise »; et ceux qui, lors du prochain référendum, y verront essentiellement la fin d'une sorte de détournement historique amorcé par la Conquête seront probablement minoritaires. Le problème a changé de nature en cours de route et de nouvelles réalités politiques se sont mises en place. Pendant que les racines historiques du désir d'indépendance s'emmêlaient à d'inextricables querelles de clochés, de nouvelles raisons de promouvoir l'autonomie politiques de citoyens réunis dans un

projet de solidarité collective prenaient forme. Inscrire trop exclusivement l'indépendance dans l'histoire institutionnelle des rivalités fédérales-provinciales simplement pour tirer un trait sur cette histoire reviendrait justement à renoncer à son sens historique le plus riche et à oublier qu'elle est aussi un petit chapitre de la grande histoire générale de la responsabilité politique et de la liberté. C'est donc à ce qui *commencera* avec l'indépendance qu'il faut penser, non à ce qui *s'y terminera*. Ce changement de perspective, évidemment, accroît la part d'angoisse associée au changement, mais elle en accroît aussi la valeur.

La nouvelle donne du domaine politique

Pour se convaincre de la nécessité de combiner les perspectives politiques issues de l'histoire du Québec avec celles qui appartiennent à l'état présent du monde, il suffit de faire l'effort d'adopter un instant le point de vue de ceux qui étaient trop jeunes pour participer, à titre d'électeurs, au référendum de 1995. Nous sommes aujourd'hui en 2005, 10 ans après le référendum de 1995. S'il se tenait cette année un nouveau référendum, c'est un gigantesque « comté » composé de près de 1 000 000 de nouveaux électeurs qui s'ajouteraient aux électeurs qui faisaient parti du corps électoral de 1995. Formés essentiellement de ceux qui avaient entre 7 et 17 ans en octobre 1995, ce comté est distribué sur l'ensemble du territoire québécois et, dans une lutte où chaque voix compte, *c'est lui qui tient entre ses mains les résultats de la prochaine consultation*. En effet, en supposant que l'ensemble de ceux qui ont aujourd'hui 28 ans et plus (et qui étaient donc assez âgés pour voter en 1995) feront à nouveau un score de 50-50 dans un prochain référendum (supposition prudente qui est largement documentée dans l'étude que je fais avec Simon Langlois), c'est le comté formé par le million de nouveaux électeurs qui décidera de l'avenir du Québec. Or, le groupe formé de ceux qui ont aujourd'hui entre 18 et 28 ans montre assez peu de différences régionales en son sein. La totalité de son expérience historique ayant été acquise dans un monde marqué par la recomposition de l'espace politique mondial, ses préoccupations politiques dominantes portent la marque de cette nouvelle structure. Comme le révèle de plus ses intentions de vote sur l'indépendance (qui dépassent largement les 65% de OUI, toutes catégories confondues), les différences politiques entre les sexes y sont au minimum et les différences d'opinion selon la langue y sont moins marquées que dans le reste de la population. Finalement, comme ce « comté » appartient au secteur de la société politiquement le plus dynamique (comme on l'a vu lors de la guerre contre l'Irak où lors de la grève des étudiants), les mobilisations qui le traverseront auront très certainement un impact décisif sur le reste de la société. Pour toutes ces raisons, il faut réfléchir à la structure de l'univers politique qui est maintenant le nôtre et, pour cela, tourner le dos, comme le font les jeunes, au marais du « fédéral-provincial ».

Selon les interprétations usuelles, en effet, le monde politique contemporain est issu de trois grands chambardements récents: la crise sociale dont le providentialisme d'après-guerre a été l'enjeu au sein des États-nations développés dans les années 1970, la restructuration néolibérale des réseaux du grand capital que cette crise a favorisée et l'effondrement du mur de Berlin qui a signé la fin du « court 20^e siècle ». La dynamique globale de ce dernier tiers du siècle est ainsi venu accentuer la ligne directrice de l'ensemble du 20^e siècle, siècle que l'on pourrait,

pour reprendre un mot à la mode, placer sous l'égide de la « mondialisation », et cela sans trop avoir à insister sur le fait que ce sont les aspects les plus dangereux de ce processus qui se sont imposés en premier : mondialisation de la guerre, d'abord, et libération de l'énergie primordiale de l'atome, puis catastrophes humanitaires (pour le dire poliment) à portée universelle ; pollution galopante ensuite, réchauffement du climat, pandémies et, enlacé à tout cela, destruction massive des régulations traditionnelles des économies d'échange non-marchand par les « mécanismes » d'une économie de marché identifiée doctrinalement aux vertus de la « démocratie » et imposés à ce titre.

Par dessus la drôle de parenthèse qu'ont été, entre 1940 et 1970, « Les trente glorieuses » des pays développés, c'est donc la ligne générale de la mondialisation qui a formé les perspectives de ceux qui ont découvert le monde politique récemment et c'est elle qui définit maintenant leur actualité. A juger du domaine politique sur la base des nouvelles pratiques militantes qui le traversent, on dégage l'image assez nette d'une nouvelle *hiérarchie de questions*, une hiérarchie qui, tout à la fois, interdit désormais le repli sur soi des égoïsmes nationaux et favorise le développement d'un nouveau rôle pour les États issus de la modernité. Cette hiérarchie de questions n'est pas nécessairement une hiérarchie d'institutions, et encore moins un organigramme de lieux de pouvoir; elle ne découpe avec précision ni des compétences constitutionnelles, ni des forums internationaux, ni des ensembles humains exclusivement concernés. Il s'agit essentiellement d'une hiérarchie de problèmes et de questions politiques qui restera durablement à l'horizon de tout effort d'imposer au monde social les contraintes de notre commune humanité. A mesure que nous reviendrons sur la lubie selon laquelle le « monde » est une « machine » que l'économie de marché peut à elle seule tenir en marche (et tenir ensemble), à mesure que nous comprendrons que c'est une tâche *politique* que de partager les ressources de la planète comme c'en est une que de garder en vie une école de quartier, la politique se présentera à notre action, non pas tellement selon le degré d'importance des questions mais bien selon leur degré d'universalité et, en quelque sorte, selon leur niveau « d'abstraction » relativement aux aléas de la vie quotidienne. Cela peut se traduire simplement en disant que l'on peut maintenant ordonner les questions sur la base de ***l'ampleur du corps politique*** qui est mis en jeu dans chaque cas :

a) Il y a d'abord les questions et les problèmes politiques qui concernent « tout le monde ». Tous les êtres humains, sans aucune exception, ont dans leur organisme des milliers d'exemplaires d'une molécule cancérogène qui résulte de la combustion du carburant des navettes spatiales. Les nuages de pollution n'ont pas de patrie. Au delà de tous les *milieux* géographiques que les différentes sociétés ont humanisés à leur manière et auxquelles elles ressemblent, *l'environnement* unique de notre espèce ne connaît plus ni frontières, ni cultures, ni souverainetés. Tous les milieux de vie, tous les *Umwelt* sont réunis maintenant dans un environnement qui les surplombe et qui les détermine. Les processus abstraits de la technique et de l'économie nous ont unifiés par intoxication externe avant que nous ayons pu le faire par compréhension réciproque. Devant cet état de fait, les puissances impériales prétendent disposer de la planète à leur guise sous prétexte de la protéger du désordre politique et les puissances économiques clament leur innocence parce que le plus petit des mortels prend part à leurs méfaits (car qui refuserait d'avoir un lit d'hôpital dans une salle climatisée?). Le

réchauffement de la planète, la prolifération atomique, la pollution par les substances chimiques mal étudiées et trop vite produites massivement, le génie génétique, les infections globalisées et la propriété intellectuelle des espèces vivantes font éminemment partie des questions politiques qui concernent, sans exclusion ni privilège, l'ensemble des habitants de la planète. Il en va évidemment de même pour les questions de guerre et de paix dans un monde où les armes de destruction massive se trouvent partout (sauf là où on les cherche pour avoir un prétexte de les utiliser). Les pressions dirigées contre les puissances économiques ou contre les suprématies nationales doivent venir de partout à la fois et les acteurs politiques collectifs doivent multiplier les lieux de leurs débats, sinon de leurs convergences.

b) Il y a ensuite des questions normatives qui concernent les grandes aires culturelles de l'humanité, aussi bien dans leur évolution interne propre que dans leurs rencontres extérieures. Ces traditions culturelles plusieurs fois millénaires, parmi lesquelles la civilisation occidentale n'est en principe qu'une variante égale aux autres, ne peuvent être protégées et développées que dans le cadre du dialogue interculturel et de la tolérance réciproque. La Chine ou l'Islam n'ont pas à devenir occidentaux, fût-ce au nom de droits de l'homme où nous verrions l'œuvre de la nature elle-même. Se battre pour la reconnaissance du mariage des conjoints de même sexe en Amérique du Sud, pour le remplacement de l'animisme par le protestantisme en Afrique ou pour le droit à la répudiation unilatérale de l'épouse à Montréal Nord n'aidera en rien les grandes variantes culturelles de l'humanité à se voir elles-mêmes comme les membres d'un Universum d'humanité plutôt que comme les détenteurs d'un absolu moral exclusif. Il est enfantin d'exiger de toutes les cultures qu'elles reconnaissent demain matin l'égalité des sexes quand on appartient soi-même à une société qui a contredit ses propres lois à cet effet pendant plus de deux siècles. Bref, assurer la reconnaissance réciproque des grandes orientations civilisationnelles qui se partagent le genre humain tout en favorisant la critique interne des absolus doctrinaux qui limitent la sensibilité de chacune à la richesse de notre humanité, cela ne peut se faire que par un dialogue mené entre des traditions égales en principe; nulle pédagogie ne peut ici tomber de haut, nulle civilisation ne pouvant invoquer ses lumières intérieures pour les imposer aux autres de l'extérieur. *Toute question politique sérieuse débouche sur un problème normatif et toute question normative appartient à une dynamique historique faite d'évolution, d'influence, de raffinement progressif et (Luhmann nonobstant) d'apprentissage continu.* Il n'existe donc pas dans ce domaine ni « jour zéro » ni « table rase » et alors que le maquignonnage pragmatique et la négociation raisonnée ne pourront rien obtenir, l'influence réciproque et la pédagogie latérale qu'impliquent tout dialogue et toute compréhension seront les seuls facteurs de progrès normatif. Mais tout cela suppose que les différentes traditions seront aussi fortes que ne le seront leurs critiques internes, que le respect dû aux différentes humanités collectives sera aussi grand que l'attention portée à la liberté individuelle. Le dialogue des civilisations et des cultures fait maintenant partie du domaine politique et chacun se trouve impliqué, en tant qu'il appartient à l'une ou l'autre des grandes traditions, dans une dialectique de reconnaissance réciproque qui est seule capable de légitimer la « diversité culturelle » et de la préserver.

c) Il y a finalement des questions et des problèmes politiques qui concernent en propre des communautés (historiques et géographiques) de destin, questions qui ne peuvent bien

souvent être prises en charge que par elles. Un pouvoir ou des institutions planétaires qui s'occuperaient des services de proximité ou des mesures de redistribution du revenu liées aux programmes sociaux apparaîtraient comme un détour inutile et seraient dans bien des cas condamnés à l'inefficacité. La disposition à supporter notre juste part de l'obligation de solidarité tient en partie à la certitude de partager la vie quotidienne de ceux qui nous entourent, en partie au sentiment d'appartenir symboliquement à une communauté dont l'expérience historique confirme l'existence. De plus, la connaissance empirique de l'espace commun à aménager, des problèmes à assumer, des besoins à reconnaître et des ressources à mettre en commun facilite l'organisation locale (ou catégorielle : comme lorsque l'on cotise indifféremment tous les propriétaires d'automobile pour assurer leur responsabilité civile) de bon nombre de programmes sociaux. Quant à l'usage de « l'argent commun » qui contribue positivement au relèvement général du niveau d'une société (comme c'est le cas pour l'éducation) ou au raffinement de son sens de la dignité personnelle (comme c'est le cas pour la sécurité sociale sous toutes ses formes), il paraît d'autant plus légitime que chacun est assuré de jouir à plusieurs titres des résultats de cette mise en commun, le moindre de ces motifs n'étant pas la « fierté » bien légitime du citoyen « qui fait sa part ». C'est d'ailleurs seulement sur la base d'une solide organisation locale et communautaire des mesures de redistribution du revenu et d'assomption des responsabilités collectives qu'il est ensuite possible d'envisager la généralisation du sentiment d'appartenance et, par une sorte de stratification de l'identité, d'élever le niveau d'abstraction des références individuelles aux totalités sociales que nous habitons et qui nous abritent. Bref, c'est seulement sur la base du troisième niveau politique dont nous sommes en train de parler qu'une société peut agir ensuite à titre d'acteur collectif institutionnel dans les questions politiques des deux précédents niveaux.

Voilà donc en gros en quoi consiste aujourd'hui la maturité politique, individuelle et collective: avoir les moyens (et l'obligation) d'aborder de front ces trois ordres de considération et d'y inscrire les orientations et les aspirations qui ont fait la société à laquelle on appartient, et dont on se reconnaît tributaire. Les mécanismes de cette participation élargie au « monde » politique qui est désormais le nôtre ne seront certes pas mis au point en quelques jours par un comité d'experts. Cependant, la structure générale des enjeux et l'obligation de les soumettre à des délibérations supra économiques favoriseront certainement les expériences allant dans le sens du redéploiement du politique.

Les débats qui travaillent depuis une trentaine d'années le domaine de la philosophie morale et politique sont une bonne indication de la transformation contemporaine du domaine politique. On a beaucoup parlé, par exemple, de la nécessité de développer une « éthique de la discussion » et une « politique de la reconnaissance » qui rendraient possible, dans le cadre de débats libres et sans contrainte, la formation consensuelle des normes de la vie commune. Cependant, en voulant donner à ce programme de démocratie participative renouvelé une base sociale adaptée à chaque question particulière, on a eu tendance à considérer que les acteurs politiques étaient les « individus » concernés et on a, au nom de la discussion, imaginé une démocratie d'intérêts fractionnés, fonctionnant sans médiation collective. De plus, en laissant de côté le fait que la vie politique implique une irréductible part de contrainte, ce programme s'autorise à pousser à la limite la tendance moderne à ne laisser subsister aucun intermédiaire

entre l'individu et la totalité, les dangers pouvant résulter de cette situation étant simplement éliminés *ab initio* par l'hypothèse d'une politique qui serait bellement « sans contrainte »; on a donc pu, sur le fil de cette espérance, célébrer la formation d'une vaste société civile planétaire, faite d'organisations et de réseaux d'associations volontaires plutôt que d'institutions et de communautés politiques, une société civile capable, sans doute, d'influencer médiatiquement toutes les décisions issues de la « power politic » mais constitutivement incapable d'en prendre aucune.

Pour dépasser ces conceptions et ces pratiques du politique qui restent trop centrées sur les acteurs individuels et sur les réseaux d'acteurs (et qui débouchent pour cette raison sur l'idée d'un grand marché atomisé des idées), il faut partir du fait que les sociétés particulières issues du monde moderne ne disparaîtront pas de l'espace politique mondialisé; les traités, les regroupements régionaux ou les institutions internationales, qui sont pourtant autant de contraintes imposées à la souveraineté des États, n'en reposent pas moins, pour ce qui est de leur mise en place et de leur régulation, sur la volonté des États, c'est-à-dire sur l'autonomie *d'acteurs collectifs* qui ont un titre historique à l'existence, une personnalité faite d'expériences politiques significatives et une représentation étatique souveraine. Quelle que soit la part d'originalité réelle du « modèle québécois », par exemple, il reste que la société québécoise dispose d'une capacité de réflexivité et de débat qui fait d'elle une réalité collective singulière, une maison commune parmi d'autres maisons communes. Par leurs prises de positions dans les luttes politiques qui ponctuent les transformations internes de cette « maison commune », les individus, tout à la fois, expriment les valeurs qui les portent et participent au renouvellement de l'idéal de société où s'inscrivent leurs propres visées subjectives : à la fois acteurs et sujets de l'aménagement du monde proche, ils ont de ce fait l'aptitude virtuelle à prendre part à la vie politique plus large. C'est cette dynamique réelle et quotidienne, faite d'influence, de participation et de contrainte, qui donne son orientation générale à la société québécoise, et c'est par la médiation de cette totalité réelle que les Québécois individuels peuvent espérer « signer » le monde où ils ont leur identité. Car c'est seulement en tant que membre d'un « être ensemble » qui est aussi capable de contribuer aux décisions qui concernent « tout le monde » que d'en assumer les conséquences que l'on est, véritablement, un acteur politique.

L'indépendance du Québec ne consiste donc plus, dans son essence, à se libérer du Canada ou à achever une vieille histoire mais bien plutôt à entrer, avec d'autres « sociétés » (y compris avec le Canada) dans la dynamique d'un nouvel espace politique où doivent désormais s'exprimer et se réaliser les « individualités historiques collectives » qui forment ensemble l'Universum humain. Située à la rencontre de l'ancien monde et du nouveau, comme on l'a dit si souvent, ouverte aux puissantes influences externes de l'Amérique, de la civilisation française et des institutions britanniques, lieu de convergence des apports culturels les plus divers et de leur union progressive dans « un sens du pays » où résonne encore avec force la source autochtone de notre « habitation » américaine, capable d'intégrer sans exclure et d'aménager la diversité sans faire régner la division, sensible encore aux échos de « l'universalisme » catholique du Canada français, membre de la francophonie, du Commonwealth, de la « zone » des Amériques et du monde développé post-industriel, partie prenante du virage postmoderne de la civilisation occidentale, la société québécoise de demain *fera partie du club des petites sociétés*

démocratiques riches et développées qui maintiennent, grâce à leur liberté politique plus grande, une fonction critique vis-à-vis des politiques de la force, sociétés qui font pour cela figure de laboratoires collectifs où s'exposent des modalités nouvelles de l'être ensemble. A cause de la nouvelle hiérarchie du domaine politique évoqué plus haut, face à des « puissances » où l'intérêt général s'embrouille dans l'intérêt national et où l'intérêt privé se donne comme intérêt national (selon le slogan « ce qui est bon pour la *General Motors* est bon pour les USA » et « ce qui est bon pour les USA est bon pour le monde »), il s'agit là d'une fonction politique désormais « fondamentale », une fonction politique à laquelle le Québec, non seulement « peut » participer, mais à laquelle il « doit » participer : aussi bien pour se réaliser comme lieu d'une vie subjective significative que pour contribuer à veiller sur un monde où la pensée et l'action politiques seraient, parfois, à la hauteur des problèmes.